

Brochure n° 3090

**Convention collective nationale**

IDCC : 1527. – IMMOBILIER

**(Administrateurs de biens,  
sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)**

ADHÉSION PAR LETTRE DU 17 SEPTEMBRE 2009  
DE L'UNION DES SYNDICATS DE L'IMMOBILIER (UNIS)  
À LA CONVENTION

NOR : ASET0951033M

IDCC : 1527

Paris, le 17 septembre 2009.

*L'Union des syndicats de l'immobilier (UNIS), 53, rue du Rocher,  
75008 Paris, à la direction générale du travail, 39-43, quai  
André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.*

Messieurs,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 2661-3 et L. 2661-4 ;

Vu la représentativité de l'UNIS au regard des critères fixés par le code du travail, dans le cadre de la convention collective nationale de l'immobilier, du fait que l'UNIS est le fruit de la fusion de trois organisations syndicales patronales représentatives et reconnues comme telles dans la branche de l'immobilier, siégeant notamment dans les organismes paritaires : la confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB), le conseil supérieur de l'administration de biens (CSAB), l'union nationale de l'immobilier (UNIT) ;

Vu la convention collective nationale étendue de l'immobilier du 9 septembre 1988,

il est fait la déclaration d'adhésion suivante :

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'union des syndicats de l'immobilier (UNIS) représentative au plan national de la branche de l'immobilier, représentée par son président, dûment mandaté, déclare par la présente adhérer :

- à la convention collective nationale de l'immobilier du 9 septembre 1988, étendue par arrêté du 24 février 1989 ;
- à l'ensemble de ses avenants et accords collectifs étendus à ce jour.

### **Article 2**

La présente déclaration a été notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux organisations syndicales signataires de la convention collective nationale de l'immobilier ou qui y ont adhéré.

### **Article 3**

Conformément aux dispositions légales en vigueur, la présente déclaration a été déposée le 17 septembre 2009 auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris, au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville (bureau des relations collectives du travail, service GTC), remise au secrétaire-greffier du conseil de prud'hommes de Paris.

*Le président.*